

Un certain nombre de personnes, qui étaient probablement des membres de Comités viticoles, ont couru au chef de gare, harassés de fatigue, un manifeste qui tenait tout un côté d'une feuille de papier ministère, et l'ont pris d'y apposer sa signature.

Marcellin Albert, s'accrochant dans le couloir, a signé ce qui n'est que le début d'un tapage.

D'après ce qu'un témoin de cette scène a pu comprendre, il s'agissait d'un Congrès, probablement de maires démissionnaires.

Marcellin Albert rend les 100 francs
Un quittant Argelliers pour se rendre à la prison de Montpellier, Marcellin Albert a remis au Comité la lettre suivante adressée à M. Clemenceau :

Monsieur le Président du Conseil, Paris, le 23 juin 1904.
Je vous prie d'excuser ma lettre qui n'est que le début d'un tapage.

Manifestes du Comité d'Argelliers
Le Comité d'Argelliers n° 2 adresse à la presse régionale et parisienne la dépêche suivante :

Les ressources du Comité n° 2
Des renseignements pris auprès d'une personne autorisée, faisant partie du Comité d'Argelliers, il ressortirait que depuis que les meetings ont commencé à circuler au mois de mai à travers le Midi, ce Comité aurait reçu chaque jour et continuerait à recevoir de 40 à 50 mandats-postes.

Protestation du Comité de Sigean
Le Comité de Sigean villos de Sigean (Aude) nous demande l'insertion de la note suivante :

Les radicaux sont responsables
Quel est le responsable de ces événements ? Le parti radical est responsable.

Interpellation
M. Paul Meunier, député radical-socialiste de l'Aube, a déposé une nouvelle demande d'interpellation qui vise l'attitude du gouvernement dans les événements survenus dans le Midi.

La Commission du budget
La Commission du budget, après avoir examiné le projet de loi, en supprime de nombreux millions, portant ouverture d'un crédit de 21 millions de francs, comme il serait payé à la Compagnie des Lits militaires par la reprise de son matériel.

La Commission de l'agriculture
La Commission de l'agriculture a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission des travaux publics
La Commission des travaux publics a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'enseignement
La Commission de l'enseignement a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'hygiène
La Commission de l'hygiène a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'économie
La Commission de l'économie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'industrie
La Commission de l'industrie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'agriculture
La Commission de l'agriculture a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'enseignement
La Commission de l'enseignement a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'hygiène
La Commission de l'hygiène a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'économie
La Commission de l'économie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'industrie
La Commission de l'industrie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'agriculture
La Commission de l'agriculture a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'enseignement
La Commission de l'enseignement a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'hygiène
La Commission de l'hygiène a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'économie
La Commission de l'économie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'industrie
La Commission de l'industrie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'agriculture
La Commission de l'agriculture a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'enseignement
La Commission de l'enseignement a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'hygiène
La Commission de l'hygiène a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'économie
La Commission de l'économie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La Commission de l'industrie
La Commission de l'industrie a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LA SEPARATION
Le Comité de réforme judiciaire a examiné hier le projet de loi relatif à la séparation des pouvoirs.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

LES SENATEURS DU MIDI
Un certain nombre de sénateurs du Midi se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Balthazard.

LA COMMISSION DE L'ARMÉE
La Commission de l'armée a examiné le projet de loi relatif à la répression des fraudes en matière alimentaire.

La bande de Robert Ermont
De sa vie, de son physique, de son caractère et de ses opinions on ne savait rien à la Chénaie.

ECHOS PARLEMENTAIRES
M. Blanc va déposer un projet de loi tendant à mettre en accusation le ministre.

NOUVELLES PAROISSES
Comme nos lecteurs ont pu le voir par l'installation accomplie dimanche de trois nouveaux curés, l'archevêché de Paris poursuit méthodiquement son œuvre remarquable de création de nouveaux curés paroissiaux.